

LA SURVEILLANCE

DEFINITION

La surveillance engendre la solitude. On la confond souvent avec la répression, là où elle n'en est que l'antichambre et la condition (voir *Assange, l'antisouverain*). Paranoïante, la surveillance l'est, parce qu'elle est l'étape préalable à la violence, mais qu'elle demeure parfaitement intangible, impalpable et indéterminable. Par définition, ainsi, la surveillance vous cible mais ne vous touche pas. Considérée avec suffisance, dans l'ignorance ou l'indifférence, elle mène à l'arrestation et à la détention. Mal évaluée, elle expose au pillage et à l'entrave - terme utilisé par les services de renseignement pour désigner les opérations de déstabilisation mises en oeuvre envers leurs adversaires. Surestimée, à l'inhibition, l'isolement, l'anomie et, *in fine*, l'abandon.

En ces affaires, notre regard détermine celui de l'autre. Notre ressenti et sa gestion déterminent l'échec ou la réussite de celui qui nous observe. La surveillance est avant tout un pas de deux entre psychés qui, se toisant, vont se défier. Nous pouvons, à tout moment, devenir les surveillants de nos surveillants, et cela fait d'ailleurs partie de nos devoirs lorsque nous nous engageons. Une opération d'entrave éventée retourne la violence et l'appareil de pouvoir qui sur vous s'est jeté, et heurte celui qui s'apprêtait à vous frapper. C'est en quête de cette victoire facile, de cette récompense à court-terme, dans laquelle les esprits les plus malades, qui cherchent à se donner de l'importance, se précipitent. Alors, ils se comportent en ennemis, invisibilisant ceux qui, véritablement ciblés, prenant des risques et s'exposant aux regards des autorités, verront leurs avertissements noyés et ignorés.

L'existence de mécanismes de surveillance ne peut être démontrée que grâce à des preuves qu'il faudra arracher à l'adversaire, puisque votre propre ressenti, en un océan d'imposture, d'opposants de pacotille et de personnes en grande souffrance se pensant persécutées parce que blessées, ne suffit en ces matières à rien établir. Cela engendre, dans l'entretemps, et parfois de façon définitive, de grandes violences. Car lorsque vous sentez, sur votre pas de porte, des ombres s'approcher, que les signes s'amoncellent, que votre conviction se forge, *mais qu'elle demeure impartageable*, faute d'une part, de critère commun, d'autre part, d'alliés avec qui échanger, enfin, de témoins ou de preuves à présenter, s'imisce le doute, et avec, la crainte - *a fortiori* - les accusations de folie.

L'action politique est d'ailleurs souvent faite de moments de pause, moments dans lesquels s'immiscent ces pensées, mais aussi, celles, mauvaises, ayant trait à son inutilité, ses échecs, et l'imposture qui en découlerait. En des environnements hostiles, où le pouvoir et ses alliés font tout pour, non seulement vous retirer votre dignité, mais vous convaincre de votre laideur et de votre inutilité, il est difficile de résister à ces tremblements parasites, qui vous font douter de tout, de vous le premier.

Alors pour certains, la tentation de se rendre intéressant. Pour d'autres, au contraire, dans le tremblement solitaire, de ce que la moindre âme qui l'approche soit intéressée. L'appareil de surveillance et de répression politique est le plus souvent invisible, contrairement à celui qui cherche le simple maintien de l'ordre, et qui aime se montrer.

Que distingue un véritable opposant politique, harcelé par les autorités, jusqu'en sa plus proche intimité, mais également par le grand public qui, lorsqu'il tente de le dénoncer, le renvoie à ses fantasmes, son égo, sa paranoïa, son insignifiance ? Qu'est-ce qui le distingue d'un individu n'ayant jamais été ciblé par qui que ce soit, voit sur elle s'amonceler des difficultés jusqu'à n'en plus finir, du fait de la déstructuration de la société, de ses propres errements, a l'impression d'une main invisible qui finirait par le couler, et, soit par appel à l'aide, soit par sincère croyance en ce que son échec ne pourrait être le *sien*, ni celui de la société, et qu'une force, liée à lui non seulement par une relation causale, mais par une intentionnalité, *doit* l'avoir fécondée ?

Rien, puisque ces deux formes sont également politiques, en ce qu'elles trouvent l'origine de leur violence en le politique.

Rien, puisque les deux cherchent, en le dénonçant, à revendiquer leur droit à agir sans être entravés.

Rien, enfin, car tous deux naissent de la déstructuration de la société.

Tout, pourtant, parce que l'un a les moyens de son agir, et que l'autre, à travers ces dénonciations imaginaires, tente d'attirer l'attention afin que lui soient rendus ses moyens d'agir.

L'un et l'autre cherchent certes à persévérer, sur fond de désespérance commune, mus par le *conatus*, cette pulsion vitale théorisée par Baruch Spinoza, qui nous lie tous.

Du point de vue de la société, ils sont deux symptômes à traiter, deux individualités à protéger. L'une, en la libérant des filets de l'oppression qui l'enserrent. L'autre, en la soignant, et lui réattribuant l'espace, le lien, qui, manquants, l'étouffent et l'empêchent, et le menacent d'effondrement.

Il ne faut jamais, face à au paranoïaque, au malade, à l'isolé qui se croit, s'espère, se convainc d'être à de grands tout relié, rire ou mépriser. Il n'est pas loin de nous. Il ne l'a jamais été. Avec douceur, si l'on peut l'amener à peu à peu dégorger sa souffrance, et sans trop directement le confronter, l'orienter vers les causes profondes de l'injustice dont il ne ressent que la surface, pour le délivrer des rets dans lesquels il s'est lui-même empêtré. Ne jamais prétendre contester sa vérité, l'accompagner, l'entendre, et par là-même, lui rendre une part de lien, c'est-à-dire d'humanité. L'homme ou la femme, qui trop pris par ses souffrances, énonce avec violence et agressivité ses sentiments, devra être contraint, certes. Il devra cependant être considéré comme la première des victimes de notre monde, et son cas, étudié pour comprendre comment à cet échec nous serons arrivés.

Pourquoi la surveillance amène la solitude, et engendre ces deux revers symétrisés ? Parce que bien menée, indiscernable et indécélable, mais surtout, improuvable, elle laisse tout de même nécessairement des traces, et est ressentie. Elle crée alors un écart entre soi et l'autre, qui ne peut être partagée par celui qui en devient la cible, prisonnier de ce percept que lui seul peut affirmer.

Parce qu'elle restreint notre puissance d'agir, en nous amenant à anticiper la répression dont elle est la condition sine qua non, à la surestimer, et en conséquence, à nous inhiber. Des populations entières ont été ainsi tenues en laisse par le le fantasme de toute puissance d'un pouvoir qui les scrutait, fantasme sciemment alimenté, alimentant la crainte, la peur, la panique: la conformité. C'est ce qui nous a amené à une critique ferme des révélations d'Edward Snowden, qui ne nous ont jamais donné l'accès au moindre contenu collecté par les dispositifs qu'il dévoilait, mais simplement aux méthodes de surveillance utilisées, nous laissant dans l'impression d'une toute puissance omniscience de ceux qui *nous*, puisque par voie de conséquence, nous nous sommes *tous* sentis concernés regardaient. L'absence de perception de la concrétisation, des conséquences de cette surveillance de masse, lui a donné les atours de l'omniscience et de la toute puissance, nous plaçant dans la position de l'enfant, incapacité au moindre geste faute de savoir quelle est la véritable extension et nature des pouvoirs de ses parents, lui apparaissant, de par cette asymétrie, capables à tout moment de le contraindre et le sanctionner, et dès lors l'éteignant en ses pulsions et sa vitalité.

Qu'est-ce qu'un enfant qui se saurait toujours surveillé ? Rien de moins qu'un suicidé de la société.

Toute société politique est par nature *surveillante*. Le contrôle par le politique de sa société est essentiel. Les démocraties libérales ont construit des cadres qui visent à protéger l'individu, mais jamais sa masse - comme en tout autre domaine. C'est d'ailleurs ce qui a donné naissance à la notion d'intimité, censée limiter l'espace de pénétration du politique, de ses regards (*Lola*).

Pour échapper à une quelconque forme de surveillance, face aux appareils de répression contemporains, il faut avant tout apprendre à l'accepter, la considérer comme une donnée naturelle, à laquelle l'on ne saurait échapper, mais qui n'a pas vocation à nous atteindre, et avec laquelle il faudra apprendre à naviguer.

Il est facile de s'isoler des dispositifs de surveillance. Les mesures ciblées sont rares, voire inexistantes, statistiquement, et avec un peu d'astuce, et peu d'efforts, il est aisé de les contourner. Le problème de la surveillance contemporaine est certes son rapport à la temporalité: la tension créée par la surveillance de masse, couplée au stockage des données, consiste en ce qu'y compris lorsque vous n'êtes pas ciblé *au* présent, la capacité des Etats à pêcher au chalut et *tous* nous surveiller tout le temps est un autorisant à revenir en notre passé, et en un *Minority report* inversé (celui, le seul, que l'on devrait parfaitement craindre) reconstruire

et reconstituer nos cheminements, jusqu'au moment où notre engagement politique nous aura amenés à lutter. Alors, les voilà armés pour frapper.

Voilà pourquoi la surveillance de masse est insupportable, bien loin des fantasmes qui consisteraient à faire des appareils de pouvoir des instruments capables de, en permanence et en direct, nous contrôler.

Qu'en déduire ? Le plus vite possible, s'émanciper, et à défaut, distribuer et disséminer le risque, en démultipliant les plateformes et outils de façon à les disperser. Pour le reste, et dans les cas les plus évidents - ceux qui nous éloignent de la mélasse du quotidien, là où il devient quasi-impossible de se protéger, les choses les plus simples suffiront. Craignez-vous vos téléphones et ordinateurs piratés ? Réunissez-vous en un lieu, dont l'adresse n'y aura pas été partagée. Craignez-vous le lieu sonorisé ? Quelques mètres suffiront à contourner l'obstacle. La légèreté avec laquelle l'on sera en mesure de ce dire « voilà les seules choses dont il compte qu'elles ne puissent jamais être captées, et par conséquent, déterminées » est cardinale pour assurer sa survie et la stabilité de sa vie sociale, professionnelle, politique et enfin intime, elle-même condition de notre capacité à la lutte et contribuer à l'émancipation des nôtres, si ce n'est de la société.

DEDUCTION

Il est essentiel de considérer comme des animaux sauvages les instruments de communication contemporains, d'apparence domptables, toujours menaçant de retrouver leur véritable nature et de se jeter sur nous comme un roi le ferait sur sa proie.

Les appareils de surveillance et de répression sont devenus certes paresseux, comme domestiqués, depuis que nous leurs avons offert un accès quasi-illimité à nos interactions sociales via nos téléphones et ordinateurs, devenus appareils espions portatifs capables de s'infiltrer jusqu'aux tréfonds de nos intimités.

La France excelle cependant encore aujourd'hui dans la surveillance physique de sa société, du fait d'un maillage fin de son territoire qui est confié aux Renseignements territoriaux. Héritiers des agents royaux et des structures développées par Joseph Fouché, ministre de la police ayant assuré la continuité et le renforcement de l'Etat entre la révolution, Napoléon et la restauration, les « RT » travaillent alternativement en milieu ouvert ou sous couverture, et sont chargés tant de la collecte et de l'analyse d'informations publiques, que du travail de sources disséminées au sein du territoire, qu'ils peuvent le cas échéant rémunérer. Chargés de faire connaître à leur service central (SCRT) et au préfet, et donc au gouvernement, l'état de l'opinion, les préoccupations et points de tension qui traversent le pays, et tout élément susceptible de faire l'objet d'un usage politique, ils actualisent régulièrement leur savoir, identifiant les principales figures sociales susceptibles de susciter de troubles ou simplement d'animer des mouvements populaires, infiltrant les groupements politiques et syndicaux, recueillant des informations sur les vies publiques et privées des uns et des autres.

La concentration des ressources par l'Etat lui permet d'avoir cette ambition d'omniscience qui, contrecoup, ne repose pas sur un *vécu* mais sur un *rapport* qui lui est fait de la vie des individus, avec ce que cela peut entraîner de distorsions et, progressivement, de déconnexion. Êtres de papier, nos ennemis, éloignés du peuple et de ses terres, des grouillantes pulsions et frictions que le réel engendre, nos dirigeants ne perçoivent que le *fracas répercuté*, et n'envisagent la violence que comme une fiction dessinée en des caractères alphabétiques, qu'ils sont censés rationaliser sur laquelle ils doivent se décider.

Les instruments de nos surveillants, considérés comme la plèbe des services de renseignement, loin des aristocrates de la DGSI, la DRM ou encore la DGSE, sont nombreux, et considérés comme essentiels. La France étant un immense pays, contrairement à ce que les planisphères nous font accroire, et sa société s'étant structurée à travers les siècles sur des territoires divers et éparpillés en suivant des schémas et des logiques d'une complexité rare, ces héritiers des officiers royaux - dont nous doutons de la loyauté à moyen terme, au regard de la porosité croissante de leur condition sociale et symbolique avec le reste de la population - apparaissent comme des éléments clés du maintien de l'autorité de l'Etat sur le territoire en dehors des grands agglomérations.

Le millefeuille législatif et réglementaire français laisse une certaine marge d'appréciation aux administrations quant à l'appréciation de situations particulières, et ce millefeuille constitue un des principaux instruments à disposition des renseignements pour monnayer leur accès à l'information. C'est ainsi que sont particulièrement ciblés les tenanciers, que ce soit de bars, restaurants ou lieux nocturnes, qui récoltent naturellement de nombreuses informations sur l'état de la société et ont tout intérêt à coopérer avec les autorités en échange d'une certaine mansuétude quant à éventuelles défaillances. Ce travail de fond, silencieux, s'étend dans les villages les plus reculés, avec des passages réguliers, le plus souvent bonhommes et débonnaires, fondés sur une empathie réciproque et des échanges de bons procédés, en somme, le plus souvent, en bonne intelligence avec les personnes concernées. Bien entendu, les réseaux sociaux sont devenus un élément clef de ces « observateurs » silencieux, qui se déploient dans les groupes d'intérêt local ou régional, laissant à leurs aînés sis à Paris les mouvements nationaux. A la surveillance « classique » des partis, syndicats et des associations s'ajoute également la présence en tout événement public d'importance minimale. Dans leurs notes qui sont remontées quotidiennement aux autorités, les services de renseignement s'appuient ainsi sur des sources savamment alimentées puis agglomérées pour faire part de l'état de la rumeur, des mouvements d'opinion et des inquiétudes qui semblent émerger.

Ces notes sont ensuite traitées, retraitées, et vont remonter, après avoir été lues par les services préfectoraux, avec plus ou moins d'efficacité, jusqu'aux plus hauts échelons de l'Etat. Centralisées à Beauvau, le ministère de l'intérieur, font l'objet d'un traitement politique qui peut remonter jusqu'à l'Élysée. Les ministres et leurs cabinets, instruits en conséquence, vont prendre en retour des instructions générales, diffuser des circulaires orientant l'action des préfets qui vont les interpréter pour agir d'initiative, et enfin traiter des cas particuliers. Nos gouvernants se saisissent en effet régulièrement de ceux-ci, le plus souvent dans l'optique de ressentir le plaisir du pouvoir, en donnant des instructions individuelles que les préfets vont relayer aux forces de l'ordre, aux services de renseignement, ou, de façon plus informelle, aux procureurs - dont l'indépendance est *de facto* inexistante - avant de se voir répercutées sur l'ensemble du territoire. Ces saisines peuvent être *proprio mutuo* ou à la demande d'élus locaux et d'autres relais d'influence ancrés dans les territoires, qui composent des circuits d'information alternatifs, permettant de palier aux déficiences de l'Etat et de l'administration, chargés de signaler telle ou telle difficulté, parfois simplement pour défendre leurs intérêts,

On l'a vu, dans le cadre de mouvements spontanés comme celui des gilets jaunes, qui ne s'appuyait pas sur des structures pré-existantes, le débordement des services, et dès lors du gouvernement, est inévitable: les premiers, comme toute administration, ont tendance à ne voir que ce qui a déjà été vu, et n'avaient envisagé l'émergence d'un mouvement qui ne s'appuyait sur aucune des forces sociales pré-existantes, en particulier les syndicats, qu'ils étaient chargés de surveiller. Dépassés, notamment par l'organisation *via* les réseaux sociaux du mouvement et sa nature profondément hétéroclite puis composite, ils s'étaient également laissé déborder par leur réorganisation récente et dévastatrice (fusion des RG et de la DST au sein de la DCRI, devenue DGSI, sous les présidences de Messieurs Sarkozy et Hollande), la conversion difficile aux nouvelles technologies et l'important accroissement de la corruption et des querelles de chapelle suite à leur instrumentalisation croissante par les appareils de pouvoir. Tout cela s'était ajouté, lors de la décennie 2010, au conformisme naturel et l'aversion à la prise de risque que toute bureaucratie engendre naturellement, mais aussi une difficulté croissante à *sentir le peuple* alors que la désocialisation galopante, et la perte de lien, rendaient moins poreux et dès lors observables les sentiments politiques. Car, le psyché étant inaccessible, la surveillance est affaire de *lien*, il ne faut jamais l'oublier: la captation s'appuie sur ce qui a vocation à être partagé, en des circuits qui seront éventuellement détournés pour permettre de nourrir la bête obscure chargée de vous traquer. Quant au pouvoir parisien, déterritorialisé par les opérations de pillage successives et des réformes qui l'ont progressivement coupé de baronnies locales devenues impuissantes, grisé par la déconnexion de la capitale et de ses populations du reste de la population, il s'était rendu aveugle aux sensibilités devenues obscures de *ses* populations.

Cela a offert un avantage tactique à ce qui deviendrait le mouvement des gilets jaunes, avantage si déstabilisateur qu'il aura forcé le pouvoir à mobiliser en urgence des unités de police non-entraînées au maintien de l'ordre pour tenter de contenir *son* peuple, massivement soutenu, alors qu'ils se jetaient sur Paris devenue citadelle retranchée, voyant *ses* exploités si bien domptés et civilisés devenir d'étranges et inquiétants barbares prêts à piller ses richesses et capitaux accumulés, tandis que les CRS et gendarmes mobiles se montraient incapables, et probablement peu motivés, à l'idée de les contenir et les maîtriser. C'est ainsi que des hordes de policiers *de rue*, chargés du maintien de l'ordre dans les banlieues difficiles - où l'individu n'est

jamais tant considéré comme un humain que comme un être à dompter - durent être déversées de façon précipitée sur les Champs-Élysées avec instruction de mater, tirs de LBD, arrestations arbitraires et tabassages à la clef, sous les instructions d'un insignifiant préfet nouvellement nommé, Didier Lallement, pour imposer les violences que le précédent avait refusé.

La révolution était en jachère, mais n'était pas préparée, et le mouvement fut non pas tant écrasé que mutilé, dispersé par la multiplication d'agressions qui tombaient aléatoires, imprévisibles et parfaitement arbitraires, permettant au pouvoir de gagner du temps, et ainsi « réactualiser » sa connaissance de l'état des forces sociales du pays, intimider ceux qu'il percevait comme meneurs ou figures menaçant son autorité, se renforçant en reprenant cet avantage tactique qu'il avait perdu. Plus de dix mille arrestations parfaitement arbitraires intervinrent, tandis que des milliers de citoyens furent blessés, quelques uns, à l'infinie marge, en mourant par excès de forces de l'ordre dépassées. Le mouvement, dès lors qu'il n'avait pas réussi à provoquer un renversement à temps, avait laissé aux autorités, malgré ses importantes avancées, non seulement le temps de l'infiltrer et de le pourrir, mais aussi d'en identifier les figures, dynamiques et modes de fonctionnement pour mieux les renverser, lui laissant un avantage pour l'avenir qu'il aura su parfaitement utiliser. C'est ainsi que les services de renseignement ont depuis massivement renforcé leur présence sur les groupes qui avaient donné naissance à ces mobilisations - eux mêmes héritiers déjà, pour beaucoup, de mouvements passés - et n'hésitent depuis pas à frapper préventivement, provoquant des arrestations et des procédures aussi abusives que celle qui a touché Valérie Minet, gilet jaune de Saint-Omer placée en garde à vue et traînée en justice pour avoir publié sur Facebook un message indiquant que « l'ordure » allait nous parler le lendemain à 13H, suite à l'annonce d'une allocution d'Emmanuel Macron.

S'il fut alors rassurant de découvrir que même les gendarmes et policiers n'avaient besoin de se voir expliquer que la référence à une ordure ne pouvait qu'à renvoyer au Président de la République dont ils tiraient autorité, beaucoup commirent l'erreur de voir en cette affaire le symptôme d'un pouvoir en dérive, exprimant son obsession narcissique et partant, sa vulnérabilité. Valérie Minet fut certes sauvée par la vague d'indignation que cette arrestation et ces poursuites outrancières suscitérent. Mais celles-ci manquèrent d'identifier la véritable raison de sa persécution: c'est bien en tant que militante identifiée depuis les gilets jaunes, et non en tant que *simple citoyenne*, que Mme. Minet avait été ciblée, en l'occurrence par le sous-préfet de Saint Omer, afin de l'intimider, à la veille de la réémergence d'un nouveau mouvement social. La crainte à nourrir n'était en conséquence pas tant que tous puissent, du jour au lendemain, se voir privés de leur liberté du fait de leur usage de leur liberté d'expression. Mais bien que l'Etat, resurgissant à la veille d'une contestation massive qu'il saurait cette fois parfaitement mater - celle ayant trait au vol d'une part de nos retraites, unilatéralement décidé par Emmanuel Macron - se montrait capable, cette fois, d'identifier quiconque se plaçait en position de le défier.

Ces opérations préventives ont lieu au quotidien, et ne bénéficient pas toutes de la publicité de celle qui permit à Valérie Minet de se faire connaître et de bénéficier d'une vague de solidarité pour se protéger, car elles savent en général mieux masquer leur nature. Fruit de la surveillance précédemment décrite, s'appuyant sur des infractions imaginaires comme prétexte pour *rappeler* que le monstre froid est là et bien là, elles sont cardinales dans le maintien de l'ordre *à bas bruit*, le harcèlement des têtes de pont et la déstructuration des réseaux citoyens plus ou moins organisés maillant le territoire, éteints provisoirement lors des gilets jaunes, mais menaçant à tout instant de se réveiller. Ayant pour fonction de décourager non seulement la personne visée, mais aussi celles susceptibles de l'entourer et de l'accompagner, ces opérations sont par ailleurs peu coûteuses et parfaitement efficaces. Car les services de renseignement savent une chose: il est rare qu'un militant ou une figure sociale se mobilise ponctuellement, et n'ait en elle quelque chose qui relève, sinon de l'essence, du moins du rapport structurel au politique. La lutte est une accoutumance, et le plus souvent addictive, l'engagement dans un combat amenant à la découverte d'injustices qui vont accroître le sentiment qui nous a initialement mu, entraînant des engrenages difficiles à contrôler pour des systèmes despotiques et violents. La corruption, l'intimidation, la dévastation sont en conséquence autant d'outils naturels pour éviter que les individus installent leur engagement dans le temps, au risque.

Comme pour la surveillance, ces opérations présentent certes, en cas d'échec, un risque de radicalisation, et donc en conséquence, de potentielle subversion. C'est là la nature du pouvoir, que de se tenir en équilibre entre ses contraires, le pari étant qu'un être radicalisé apparaîtra d'autant plus facile à écraser qu'il se sera,

par son émancipation, isolé du reste d'une société maintenue dans son aveuglement et dès lors, son adhésion au monde tel qu'il est.

S'il est vrai que parfois, ce sont les gorges des puissants qui finissent par être coupées, ce qui devrait les inciter à plus de précaution dans leur usage de la surveillance et de la répression, il est également vrai qu'une fois dégorés, leur mémoire et les regrets n'apparaissent plus transmissibles, et ne nous sont d'aucune utilité, ce qui explique la nécessité ressentie par toute révolution de mettre en scène sa propre répression, afin d'envoyer un signal tant aux siens qu'à ses adversaires qui permettra, par le rapport au symbole et à une forme esthétique, de perdurer au-delà des corps et de rappeler à tout un chacun ce qu'il en coûterait de s'engager, entraînant des boucles que les classes dominantes ne savent enrayer qu'en moralisant le sujet, et cherchant à susciter le dégoût au sujet de ce qui hier fascinait¹.

La subversion de ces formes d'intimidation institutionnalisées, et le plus souvent d'apparence tout à fait légitimes, subversion qu'il nous est absolument essentiel de mettre en oeuvre afin d'éviter que des vagues de violence et de contre violence ne charrient vers la surface les éléments les plus obscurs de notre société et nous laissent entre les mains piègeuses d'entrepreneurs de haine, ne peut que passer, d'une part, par le retrait de toute forme de croyance ou d'adhésion *a priori* à des expressions, décisions ou procédures énoncées ou enclenchées par nos adversaires - les institutions, et d'autre part, par la lutte systématique et collective contre toute tentative d'isolement de citoyens et d'engagés par la mise en oeuvre de procédures visant à les éteindre et les bâillonner. Nous devons nous imposer un impératif éthique: ne *jamais* profiter de pièges de cet ordre pour régler nos comptes ou faire avancer notre cause au détriment d'un concurrent. L'adversaire est le pouvoir, et jamais telle assertion ne saurait être renversées. Féroces et voraces, nous devons l'être, mais en nous sachant à tout instant exposés à ce que nos méthodes nous soient appliquées. Il nous faut systématiser la mise en oeuvre d'une solidarité de principe à quiconque s'est engagé pour ou à nos côtés et se verrait cibler, quelqu'en soit le prétexte, par une opération liée à l'Etat et ses affidés que ce soit via le droit pénal, la presse ou tout autre instrument d'oppression. Il doit être notre devoir de considérer de façon présomptive non seulement l'innocence, mais aussi la nature politique de la procédure menée à l'encontre de le ou la camarade ainsi attaquée, et de nous mettre en position de nous, et non un tiers, le juger - ce qui nous fera progresser dans la constitutions d'appareils alternatifs aux présentes autorités. Toute tentative de distinction visant à faire d'éléments énoncés ou instrumentalisés par l'adversaire des instruments que l'on retournerait *a priori*, sans réappropriation préalable, contre l'un des nôtres, au sein d'une même famille, devra être sévèrement reprochée, traitée et considérée avec le plus grand mépris, car étant de nature à fragiliser l'ensemble du corps social engagé dans la lutte.

Cela veut-il dire qu'il faut organiser l'impunité au sein de nos mondes ? Bien au contraire, et c'est avec la plus grande rigueur qu'il faudra étudier, analyser, comprendre et éventuellement écarter quiconque aurait atteint à nos principes et valeurs, sans oublier le poids de l'engagement et les circonstances qui auront pu amener à dévier, mais sans considérer qu'une quelconque forme de *piété politique* suffirait à l'excuser. Il nous faut savoir la bêtise avec laquelle les mondes militants traitent de la question du péché, et se rappeler à l'essentielle injustice avec laquelle ils se montrent tout à la fois capables de se pardonner ou au contraire de faire violence, utilisant le tort de l'autre comme instrument politique pour propulser leurs idées. Toute naïveté à cet égard serait fautive, d'où s'en déduit un principe simple: c'est au corps social, et non aux engagés, de considérer, en s'appuyant sur une structure textuelle pré-consensuée, qui et comment devrait *payer* du fait d'un errement qu'il aurait commis à l'égard du dit corps social, et non à ses alliés, adversaires ou concurrents, qui ne pourront *par essence* que détourner leur pouvoir afin de heurter ou protéger. La création d'un double cadre aux responsabilités et immunités croisées apparaît en conséquence essentielle.

*

¹ On notera que le « subversif » Foucault aura joué un grand rôle, par sa dissection du supplice de Damiens, dans la désactivation de ce mécanisme fondamentalement révolutionnaire et inhibant de toute forme de violence politique, en son sens le plus accaparant. Il n'aura probablement noté que ce fut la faiblesse de Louis XV, qui signalait son incroyance en son propre pouvoir, dramatiquement renforcée par celle de Louis XVI, qui enfanterait ce que l'on sait, et notamment les violences révolutionnaires et napoléoniennes chargées respectivement de rétablir l'autorité et l'inquiétude au sein et en dehors d'un territoire menacé.

Revenons à notre matière. A la structuration territoriale du renseignement, mise en oeuvre par des plébéiens souvent méprisés au sein de la structure étatique, s'ajoutent un certain nombre de couches: les services centralisés de la DGSI et de services de police et de gendarmerie spécialisés, dotés d'instruments de surveillance algorithmiques et numériques étendus, mais aussi d'une couverture très précise des territoires urbains (*via* notamment la vidéosurveillance permettant de reconstituer les parcours empruntés *a posteriori*, bien plus que prévenir une quelconque infraction²), ainsi que d'un embranchement beaucoup plus direct et une forme d'autorité à la fois à l'égard du politique, des forces de l'ordre traditionnelles et de la magistrature, leur position intermédiaire leur donnant d'ailleurs souvent un rôle démesuré du fait de la surestimation par chacun de ces mondes de ses relais en les deux autres.

Ces agences, relativement puissantes, sont elles-mêmes interconnectées, aux côtés de leurs soeurs militaires et douanières, avec des services de renseignement alliés, notamment aux Etats-Unis, dont la capacité de surveillance n'est limitée que par la compétence, le nombre d'agents-traitants et les priorités politiques fixées afin de filtrer et sélectionner les informations que les GAFAM récoltent au quotidien.

Disposant d'agents disposés au sein du territoire, la DGSI a une double fonction de renseignement et de police judiciaire, c'est-à-dire qu'elle peut à tout moment se muer en service d'enquête traditionnel pour récolter des preuves qui pourront servir contre vous dans le cadre de procédures de justice, ce qui n'est pas le cas - en théorie - au titre de ses activités de renseignement. Cette schizophrénie donne à l'Etat une large marge de manoeuvre, qu'il fait mine de maîtriser par toute une série de dispositifs largement inefficients.

La DGSI est chargée à la fois de missions défensives et offensives, et joue son rôle dans une certaine confusion, s'attaquant parfois à des cibles de petite ampleur, là où on l'attendrait exclusivement sur les affaires de premier ordre. Son alliance avec les agences étrangères, et sa capacité à tirer des informations de part la collecte directe et indirecte d'informations tirées de mécanismes de surveillance de masse, ne deviennent *a priori* dangereuses individuellement que lorsque vous ne prenez aucune mesure de précaution. La durée de stockage de ces données, relativement faible, permet, en cas d'absence de ciblage préalable, d'échapper à un traçage trop précis de vos activités, à condition que vous ayez vous-même acquis des réflexes suffisamment sains dans votre utilisation de ces plateformes et instruments.

Il ne faut cependant pas sous-estimer cette surveillance généralisée, révélée par Wikileaks et Edward Snowden notamment, qui permet très rapidement, lorsque vous devenez une cible politique, et dans le cas où vous auriez fait un usage important des GAFAM ou simplement de votre téléphone par le passé, de reconstituer votre environnement social, professionnel et intime, retracer vos déplacements, identifier vos interactions et dessiner ainsi un « portrait virtuel » avec une précision suffisante vous dévaster, déstabiliser ou intimider sans difficultés. A défaut d'anticiper vos actions, cette surveillance permet également, dans le cas où vous seriez tardivement identifié, de rapidement vous réprimer, les éléments récoltés par cette voie n'étant pas mobilisables judiciairement, mais pouvant orienter les démarches des autorités judiciaires de façon transparente. Une fois placés en position confrontationnelle avec le pouvoir, l'on gagne donc, si l'on peut, à se couvrir d'une position institutionnelle, d'alliances sociales aussi nombreuses que possibles et à publiciser la lutte pour rendre dangereuse, car exposante, pour le pouvoir la prise de mesures de surveillance ou de répression à votre égard. Il faut évidemment le doubler de précautions qui viseront, d'une part, à préserver le secret sur votre action, d'autre part (et cela est très différent), à limiter au maximum les risques de répression judiciaire. Des exigences minimales consistant à utiliser soit des dispositifs jetables et rapidement renouvelés, soit à en emprunter ou plus utile encore, à en partager et les faire circuler régulièrement, en toutes circonstances à les utiliser de façon isolée à nos communications habituelles, devront être prises.

Les mesures de surveillance informationnelles nourries par des mécanismes étrangers et ciblant individuellement des citoyens français engagés politiquement sont rares, et leur association à des mesures physiques est quant à elle extraordinairement rare. Nous en fûmes l'objet avec Wikileaks à partir de février 2017, une équipe de la CIA nous étant spécialement attribuée suite à une décision prise par son directeur avec l'approbation du Président états-unien lui-même, comme cela fut dévoilé, grâce à un lanceur d'alertes, par un consortium de média internationaux, puis par Mike Pompeo en une série d'allocutions publiques nous

² Il faut prendre en compte non seulement les caméras préfectorales et municipales, mais également l'accès aux réseaux de surveillance privés, et jouer sur les durées de conservation des données, définies légalement et réglementairement.

plaçant au même niveau qu'Al Qaeda. Les mesures envisagées, allant jusqu'au kidnapping et l'assassinat contre des individus n'ayant jamais fait usage d'une quelconque forme de violence, apparurent éloquentes lorsqu'elles furent révélées par des journalistes d'investigation états-unis.

En cas d'action purement clandestine, il vous faudra vous armer de méthodes et d'intelligence qui pourront être directement nourries d'une étude détaillée des méthodes de surveillance exposées par Edward Snowden. Les applications que nous avons mentionnées (Signal, TOR, Tails, VPN artisanaux...) et les méthodes adjacentes (identités d'emprunt en ce qui concerne les lignes téléphoniques, absence de mélange de l'activisme et du personnel ou au contraire fusion absolue, jusqu'à les rendre invisibles, attention particulière au bornage et à la géolocalisation) sont essentielles, mais ne servent que de protection de premier niveau: dès lors qu'un ciblage individuel sera mis en oeuvre, elles n'auront d'utilité qu'afin de ralentir vos ennemis, et non les entraver.

Ces instruments servent de fait principalement pour des luttes hybrides, lorsque vous devez maintenir une forme d'interface avec l'espace public ou des tiers non-engagés. Les instruments d'effacement de métadonnées des documents produits avant la moindre communication également, disponibles assez rapidement, s'ajoutent à l'éventail des instruments à mobiliser.

La sonorisation des lieux de vie, les traqueurs placés sur les voitures, les placements sur écoute et la géolocalisation sont possibles *en judiciaire*, c'est-à-dire pour une durée limitée et sous le contrôle d'un juge, et de façon indéterminée en renseignement. La transformation de votre téléphone en un appareil d'écoute universel, capable de vous tracer au quotidien sont elles monnaie courante en *renseignement*, c'est à dire de la main de la DGSI et de ses alliés étrangers.

Ne pensez pas que l'inimitié s'en tienne là, car les Etats font également appel à des barbouzes, appeler à régler les cas les plus délicats. Ceux-ci présentent une menace principalement figures les plus visibles, les têtes de pont des révolutions, exposées à la myriade d'agences de renseignement privées qui, couplées à des anciens des services de renseignement, pirates, communicants, fonctionnaires et magistrats corrompus, auront pour fonction de détruire la réputation, isoler ou au contraire favoriser tel ou tel individu en suivant les intérêts de leurs financiers. Il ne faut pas sous-estimer leur puissance, et il existe aujourd'hui en France des instruments extraordinairement puissants qui, comme AVISA, AXIS ou ADIT, proposent un traitement complet, de la fabrication et l'édition de pages Wikipedia à la publication d'articles dans les médias les plus puissants en passant par l'organisation d'événements et d'autres opérations plus délicates (cambriolages, piratages, *kompromats*) que les services de renseignement aiment déguiser sous le terme « d'entrave » pour manipuler les espaces informationnels, judiciaires, politiques et *in fine* économiques, en façonnant la perception du réel par les citoyens qui s'en déduira.

Ces structures s'appuient sur des réseaux de corruption plus ou moins légaux, le plus souvent friables et artisanaux, qui permettent à ces intermédiaires d'infiltrer des institutions étatiques, à commencer par la police, et dans une moindre mais réelle mesure la magistrature, afin de récolter des informations et orienter leurs décisions. Vous qui vous demandiez comment des organes de « presse » comme *Mediapart* à obtenir tant d'informations en provenance d'enquêtes policières, procédures judiciaires, ou au contraire de les enfanter, tout en restant parfaitement protégés, n'aurez qu'à suivre les liens familiaux de certains de leurs « journalistes », de Fabrice Arfi à Clément Le Foll, avec diverses autorités, ou à vous intéresser aux sources de son fondateur, Edwy Plenel, dont la proximité avec Alain Minc, Xavier Niel et bien d'autres trafiquants de premier plan n'est pas à négliger. Le licenciement brutal d'Aziz Zemmouri du Point suite à une « erreur » commise dans ses fonctions de blanchisseur en chef de ces réseaux - la fausse information qu'il avait publiée concernant Raquel Garrido et Alexis Corbière était trop grossièrement fabriquée par l'une de ses sources, payée pour la fabriquer - fut à cet égard révélatrice: depuis des années, et comme nombre de ses comparses, celui-ci fabriquait, blanchissait et publiait, sur commande, des informations dont l'objectif était de détruire tel ou tel individu qui menaçait tel ou tel intérêt. Ainsi s'était-il acharné sur moi, des mois durant, lançant la panique morale relative à mon implication supposée (et finalement démentie) dans la chute de Benjamin Griveaux, avant de multiplier des assertions tout aussi calomnieuses en pure impunité. Bien que condamné pénalement à cinq reprises, il avait pu ainsi continuer à procéder, alimentant son employeur en se reposant principalement sur des taupes au sein de l'establishment policier, allant du cabinet du ministre de l'intérieur jusqu'aux plus insignifiantes brigades des commissariats parisiens, fournies par des organes syndicaux avariés,

en passant par un certain nombre de magistrats et de procureurs avinés, et s'appuyant, enfin, lorsque cela lui apparaissait nécessaire sur un certain nombre de loges où tout ce beau monde est amené à se rencontrer sous couvert de spiritualité. Je découvrirais en l'un de mes dossiers qu'il n'avait pas hésité à publier tel quel, dans Le Point, un article pré-rédigé par l'un de ses commanditaires, pratique que je découvrirais commune en une profession prostituée par sa précarisation et sa soumission.

L'alimentation des réseaux qui enfante la rumeur apparaît ainsi comme l'un des principaux vecteurs d'influence au sein des grandes agglomérations et des lieux de concentration du pouvoir qui viennent compléter les méthodes jusqu'ici décrites. Ces façons de faire expliquent la complaisance des autorités à l'égard des des torts des puissants, leurs errements étant considérées non comme des infractions à réprimer, mais comme de précieux instruments afin de les influencer, les orienter et *in fine* les acheter. La brigade mondaine chargée de recenser les clients des clubs libertins et les lieux de luxure qui habitent notamment les Champs Elysées où l'exploitation de femmes souvent vulnérables règne en maître est bien plus une police politique qu'un instrument d'application de la loi, ses quelques opérateurs se montrant plus préoccupés de récolter les informations qui seront transmises aux autorités que de démanteler des réseaux avec lesquels la connivence, dans les beaux quartiers s'installe sans difficultés. Il en va de même en ce qui concerne les brigades des stupés et les DPJ, instruments providentiels pour récolter des éléments sur les addictions, troubles de l'intime et violences conjugales et sexuelles de nos puissants, chargées par la suite, soit sur instruction du ministère de l'intérieur et de la préfecture de police de Paris lorsque l'affaire n'est pas encore remontée, soit *via* une orientation fine des poursuites par le parquet, de réprimer, d'attendre ou pardonner, comme le démontra encore récemment l'affaire Bigorgne, du nom de l'un des piliers de la macronie tombé pour avoir espéré « adoucir », drogues à la clef et sans son consentement, l'une de ses employés.

Il ne faut ainsi croire que l'impunité soit le symptôme de la dépravation de ces espaces - celle-ci, existante, étant bien le fruit de la corruption généralisée qui règne à Paris, et de l'incapacité qui s'en déduit de trouver sens et bonheur aux vies qui y sont menées. L'impunité est avant tout mobilisée comme un instrument politique, permettant de frapper ou de retenir, d'intimider et en conséquence d'orienter les corps et les esprits, ainsi que les ressources qu'*in fine* ils charrient selon les intérêts et priorités des pouvoirs qui ont la main sur ces instruments. Des moins que rien particulièrement ambitieux, et cherchant influence et monnaie, servent de petites mains à des réseaux que la discrétion et la délicatesse obligent à tenir à une distance relative, afin ici de capter une vidéo intime, là faire passer un message, encore apporter quelques billets, ciblant tel fonctionnaire afin de le calmer, tel journaliste afin de le corrompre, tel politicien afin de l'intimider. S'y ajoutent les mécanismes institutionnels classiques de promotions, sanctions et mutations qui touchent à ces espaces, afin d'assurer à l'édifice sa cohérence d'ensemble.

Ne croyez pas là que ce que je vous raconte appartienne à l'ordre du fantasme, ou même de l'ouï-dire: c'est bien après avoir traversé ces mondes, non seulement de l'intérieur mais, ensuite, en tant qu'avocat, ayant accès aux informations réservées sur certaines des affaires les plus brûlantes de ce monde avarié, que j'ai été confronté à la façon dont l'information et le pouvoir se généraient. Du Point au Figaro publiant sur commande aux avocats acceptant de trahir qui ils défendaient, en passant par des policiers vendant pour quelques milliers d'euros titres de séjour, consultations du TAJ ou orientation subtile d'actes d'enquête que l'on saura le moment venu faire annuler, en passant par magistrats avides de promotions ou simplement de revenus qui permettront d'alléger leur quotidien, politiciens en quête de visibilité et hauts fonctionnaires espérant pantoufler, tout un peuple asservi assure ainsi la continuité des pouvoirs qui composent le petit Paris, et infiltrent en vous de troubles nausées. Choisir de faire confiance à ces mondes, aux propositions électives qui en sont tirées, malgré tout ce qui vient de vous être conté, reviendrait à adopter la position du conjoint mille fois trompé, qui attendant le soir venu avec anxiété l'explication de l'énième retard de être aimé, espérerait encore en lui ou en elle la vérité.

La faute serait d'autant plus grave qu'espérer qu'en ces mondes une quelconque forme d'honnêteté et *a fortiori* de vérité puisse émerger reviendrait non seulement à vous trahir, mais tous ceux pour lesquels vous pensez lutter.

Il est évident en conséquence que la condition de notre réussite, puisqu'elle est la raison de notre lutte, consiste non seulement à s'en tenir à la stricte vérité, mais, plutôt que rechercher l'absence de faute, de tenir en mépris toute instrumentalisation de celle-ci à des fins politiques, faute de quoi seront nourris *nécessairement*

ces stratagèmes particulièrement indignes et enlaidissants. Est suggérée de suivre la ligne exposée dans *Treize Pillards* (dévoiler, dénoncer, indigner, pour enfin, rappeler à l'inanité de ces sentiments et l'absence d'importance de tout ce qui vient d'être absorbé, afin de renvoyer aux questions de structure qui seules pourront nous sauver, en remettant fondamentalement en question tout principe de *représentativité*, principe qui naturellement amène à des formes de détermination du politique propres à la morale et au privé, puisque portant sur les décisions et choix à faire, mais sur les personnes censées les trancher, les effectuer et partant nous incarner, processus nous faisant, par l'affect et les mécanismes d'identification mimétique qui peuplent toute projection en un tiers, tomber dans le piège de ceux qui nous veulent soumis et gouvernés).

N'oubliez jamais que l'instrumentalisation du *bien* est la façon la plus efficace et la meilleure façon d'offrir un privilège au pouvoir³, et que, du détournement récent des luttes contre les violences sexuelles en Occident à celles contre la corruption en Chine, cette donnée est universelle. Tout régime *lâche* cherche à fonder son oppression sur des fondements non seulement légitimes, mais *a priori* incontestables et à en faire son instrument. Cela veut-il dire qu'il faille permettre et autoriser viols et corruptions ? Plutôt l'inverse. La réappropriation des instruments de répression devra s'accompagner de la *correction permanente* des distorsions que ne cessent d'enfanter des appareils de propagande financés pour nous manipuler, et exigera de frapper et frapper lourdement, quiconque tenterait d'en jouer pour s'exonérer ; mais également de nous refuser à toute détermination qui serait fondée sur des « informations » trouvées dans l'espace public et produites par des appareils de pouvoir au sujet de tel ou tel être qui nous apparaîtrait ou nous serait soudain présenté comme plus ou moins avarié, sans au préalable s'être assuré de sa réalité.

L'équilibre, ainsi que l'absence de naïveté, en ces matières comme en tout autre, sont clefs.

Transparence pour le pouvoir, secret pour la citoyenneté, rejet de la croyance et de la représentativité, doivent être à l'origine de la façon de nos pensées, mais aussi du système de lutte qu'il faudra enfanter. Nulle information autre que la *nôtre*, tirée d'une confrontation directe au réel par ceux que nous considérons comme nôtres et nos extensions, est meilleure. Cela exige le déploiement d'instruments publics et démocratiques de production de l'information, mais également de formation et de transmission de la mémoire des engagés, enfin d'instruments de répression qui s'en nourriront. Gardons à l'esprit une dernière difficulté, qui nous préserve de toute infantile naïveté: en un monde où nous ne sommes pas seuls, il faudra se protéger des usages qui pourront être faits de *nôtre* transparence par nos adversaires étrangers, qui eux, continueront d'agir comme le faisaient nos aînés.

³ Qui ne s'en défera que par excès de confiance ou faiblesse.